

À PTP... C'est NON !

Le jeudi 03 juin 2010, lors de l'assemblée générale, les partenaires sociaux ont informé l'ensemble du personnel sur les projets d'avenir.

Nous avons toujours privilégié le dialogue afin de minimiser les impacts notamment depuis la VAD, pourtant en réalité, la Direction a toujours fait passer en force ses projets en prétextant la bonne mise en œuvre du volontariat ou de la mobilité.

Malgré l'avis défavorable des organisations syndicales et des instances représentatives du personnel, malgré les propositions faites, la Direction veut mener ses projets à terme en jouant aujourd'hui sur l'affectif : utilisation de nos enfants étudiants via une société d'intérim pour la mise en place de la M.O.E. (main d'œuvre extérieure).

M.O.E. = Précarité = Mort des CDD/CDI => autoroute vers la sous-traitance de nos métiers.

Depuis l'arrivée de notre DRH nous avons toujours exprimé notre refus du recours à la M.O.E. et nous lui avons proposé de faire appel exclusivement aux « retours pays » qui devront accepter les conditions particulières de crise (embauches aux conditions locales). Une proposition partiellement prise en compte **depuis un mois seulement** : une manœuvre flagrante pour justifier la politique de la M.O.E.

La méthode encore une fois, est de mettre les salariés et les organisations syndicales devant le fait accompli.

De plus, nous dénonçons le scandale des conditions de renforts PNC déjà en place qui, contrario des renforts PS ne tiennent pas compte de la crise et des restrictions (« mobilité » : hébergements + transport).

L'effort doit être supporté par tous !

La réorganisation de la délégation va entraîner des suppressions d'activité, des redéploiements d'agents vers le seul service capable de les accueillir : **le passage**, mais il ne sera pas extensible. Ce service est directement impacté par l'arrivée des BLS ce qui à court terme entrainera un sureffectif. Quel sera l'intitulé de ce futur plan ?

Nos propositions sont de nature à réaliser des réductions de coûts pourtant notre Direction semble ne pas vouloir les prendre en compte.

Nous, partenaires sociaux demandons au personnel d'être vigilants et mettons en garde la Direction qui devra prendre toutes ses responsabilités en cas de conflit.